

francs. Mais pour cela il faut qu'une banque solide soit bien établie au Mexique, et je pense que c'est un rare bonheur pour Votre Majesté que les premiers banquiers de Paris, associés à de bonnes maisons de Londres, consentent à se mettre à la tête de cet établissement. Il est clair que ces hommes d'affaires espèrent gagner de l'argent, mais ils rendront aussi d'immenses services à Votre Majesté en étant les intermédiaires avec l'Europe pour traiter les transactions financières et en fondant un crédit solide au Mexique. J'engage donc bien Votre Majesté à accepter les offres qu'on lui fait. »

Napoléon aborde ensuite la question de la Sonora. « Je sais que les projets de Mr Gwyn n'ont pas été goûtés au Mexique, et cependant c'est l'homme qui dans ce pays peut rendre le plus de services. »

Maximilien, en effet, était opposé à ces projets, car il y voyait une menace contre l'intégrité territoriale de son pays, et il voulait éviter que les riches mines de la Sonora fussent exploitées par des étrangers.

A la fin, Napoléon touchait au point le plus délicat dans ses observations sur la forme de l'État et la manière de gouverner. Au début il avait exprimé le désir que le nouvel empereur de par sa grâce gouvernât libéralement, afin que le monde pût voir que le drapeau français sous le second Empire était synonyme de liberté, mais il comprenait maintenant que ce régime ne convenait pas au Mexique. D'où le changement de ton dans ses conseils. « Je crois que Votre Majesté doit conserver longtemps le pouvoir absolu, néanmoins je voudrais que, sans courir aucun risque, elle fasse sanctionner ses actes par une apparence de représentation nationale. C'est à dire que je croirais très utile aux yeux de l'Europe, surtout lorsque Votre Majesté aurait terminé l'organisation du pays et tranché toutes les grosses questions pendantes, de réunir pour un jour ou deux un congrès dont les membres seraient choisis par Votre Majesté parmi les membres élus de municipalités ; de cette manière, le congrès serait composé d'individus ayant la confiance de leurs concitoyens, et cependant le choix de Votre Majesté empêcherait que ce congrès ne fût composé d'opposants. De cette assemblée je voudrais, à votre place, lui faire part de ce que j'ai fait, lui annoncer que dès que le pays sera entièrement pacifié, je travaillerai avec... (diligence?) à

une constitution, mais que je demande un vote de confiance pour me donner encore pendant quelques années un (le) pouvoir dictatorial...

« Votre Majesté a déjà fait de bonnes choses, et je vois avec bonheur que tout le monde lui rend justice ; mais qu'elle me permette de lui dire qu'il est essentiel qu'elle s'occupe d'abord des grandes choses, de la base et de la charpente de l'édifice qu'elle commence à élever avant de porter son attention sur les détails. »

Tout ceci, Maximilien le voyait lui-même très clairement. Il eût été beaucoup plus important pour lui, que Napoléon, au lieu de passer si vite sur la question des biens de l'Église, eût donné un conseil sur la manière de l'aborder. Le nonce, Monsignore Meglia, était enfin venu, mais Maximilien s'attendait à plus d'une heure désagréable avec lui pendant les négociations futures (1). Eugénie avait aussi déjà deux fois exprimé ses doutes à propos de ce choix du pape et avait écrit à l'impératrice Charlotte que le nonce avait un caractère peu conciliant, était tout plutôt que libéral et s'était fait peu d'amis parmi le clergé français (2). Elle craignait toujours que Meglia ne créât des difficultés au couple impérial mexicain (3). En outre, Maximilien voulait obtenir la liberté des cultes et la confirmation de la nationalisation des biens de l'Église. De cette dernière mesure il se promettait aussi une « affaire superbe (4) », pour le trésor de l'État, par la liquidation des biens qui n'étaient pas encore vendus.

Eugénie et Maximilien devaient encore voir leurs appréhensions dépassées. L'empereur avait longuement attendu, mais à la fin il avait perdu patience et avait fait savoir dans une note du 22 juillet (5), adressée à la Curie papale, que si le nonce

(1) Maximilien à l'archiduc Charles-Louis, Chapultepec, 27 novembre 1864. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

(2) Impératrice Eugénie à l'impératrice Charlotte, sans date (septembre 1864). Original, Vienne, Archives de l'État.

(3) Impératrice Eugénie à l'impératrice Charlotte, Schwalbach, 24 septembre 1864. Original, Vienne, Archives de l'État.

(4) Impératrice Charlotte à l'impératrice Eugénie, Mexico, 8 décembre 1864. De la main de Charlotte, Vienne, Archives de l'État.

(5) Plusieurs des dates données sont basées sur un compte rendu des négociations avec la Curie romaine par le ministre Ramirez. Vienne, Archives de l'État.



ne venait pas à temps il agirait de sa propre initiative et prendrait les mesures que la situation demandait.

L'ambassadeur mexicain à Rome avait l'impression que la Curie n'était nullement bien disposée envers le nouveau régime au Mexique. Le clergé mexicain avait envoyé à Rome plaintes sur plaintes. Il s'était attendu à ce que le premier acte gouvernemental de l'empereur eût été d'abolir toutes les lois dirigées contre l'Église et surtout de rendre les biens ecclésiastiques immédiatement à leurs anciens propriétaires, bien qu'une grande partie de ces biens fût déjà passée par la vente en troisième et quatrième main. Comme Maximilien ne l'avait pas fait, mais au contraire avait laissé passer des mois sans faire de telles lois, il s'était attiré la colère de tous les cercles cléricaux. Lorsque la note du 22 juillet arriva à Rome, on nomma bien Monsignore Meglia comme nonce, mais on lui remit une lettre dans laquelle on soulignait en termes très amers la déception profonde de l'Église du Mexique, trompée dans ses espérances par l'empereur (1).

Peu de temps après son arrivée, le nonce remit à l'empereur sa lettre de créance, ainsi que la lettre du pape, qui contenait les exigences suivantes : retrait de toutes les lois de réforme, établissement du culte catholique comme base et soutien de l'empire mexicain à l'exclusion de toute autre confession, reconstitution des ordres religieux, soumission de l'instruction publique et privée au contrôle de l'Église, et enfin abolition de tous les liens qui tenaient l'Église sous la dépendance de l'État.

En réponse à ces exigences l'empereur fit connaître au nonce neuf points qui contenaient ses contre-propositions et étaient souvent diamétralement opposées à celles du pape. Maximilien croyait pouvoir résoudre la question de l'Église d'une façon en même temps toute catholique et toute libérale (2). Mais il se faisait des illusions en cela, car, vu la situation, il était impossible que la Curie donnât son assentiment aux projets de l'empereur. Il voulait donner à tous les cultes du pays liberté complète, tout en élevant le culte catholique au rang

(1) Pape Pie IX à l'empereur Maximilien, 18 octobre 1864. Original en italien. Vienne, Archives de l'État. Traduction en allemand très inexacte et citée en partie par SCHMIDT DE TAVERA, I, p. 338.

(2) Empereur Maximilien à l'archiduc Charles-Louis, Chapultepec, 26 décembre 1864. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

de religion d'État ; en outre, la Curie devait renoncer aux biens de l'Église séquestrée, tandis que l'État se chargeait de payer le clergé.

L'empereur Maximilien fit connaître ses projets au nonce et lui proposa la conclusion d'un concordat ayant pour base les neuf points qui contenaient toutes les questions. Tout de suite après, le nonce tint un conseil avec l'archevêque Labastida et les autres membres du haut clergé mexicain. Les résolutions les plus radicales y furent prises et la manière d'agir de l'empereur y fut déclarée comme étant tout à fait opposée aux désirs du pape.

Comme le nonce ne donnait aucune réponse, l'empereur envoya, après deux jours, un homme de confiance chez lui. On lui fit savoir que Monsignore Meglia n'avait reçu aucune instruction concernant des exigences telles que celles de l'empereur, que le pape avait fait connaître ses points de vue dans la lettre remise à l'empereur et que lui, le nonce, ne pouvait plus rien faire.

Cette réponse fut un coup de foudre pour le couple impérial et son ministère. D'un coup on se voyait délaissé par le pape et tout le clergé, et déçu dans l'espérance d'arriver à un concordat et à une solution favorable de la question de l'Église. Pleine de colère, l'impératrice dit à Bazaine « qu'il n'avait qu'à jeter le nonce par la fenêtre ». Bazaine écouta cette remarque énergique en souriant.

« En effet, écrivait Charlotte à l'impératrice Eugénie (1), c'est comme un cerveau touché, un aveuglement, une obstination dont rien n'approche et avec cela ne prétendre pas moins que de soutenir que le pays qui est tout imbibé de haine contre la théocratie désire que l'on rende les biens du clergé. Comme si en plein soleil on vient nous dire qu'il fait nuit, mais malheureusement, et je reconnais que c'est une humiliation pour nous catholiques de ce siècle-ci, la cour de Rome est ainsi faite. »

Sur la réponse du nonce, les ministres se réunirent en conseil sous la présidence de Maximilien pour délibérer sur la situation nouvellement créée. Avec l'assistance énergique de l'em-

(1) Impératrice Charlotte à l'impératrice Eugénie, Chapultepec, 27 décembre 1864, de la main de Charlotte. Vienne, Archives de l'État.



pereur on résolut de publier, en cas que le nonce ne céderait pas, un décret dans lequel on confirmerait, en général, les lois de réforme faites par Juarez. Maximilien ne voulait pas voir le nonce, vu l'attitude que celui-ci avait adoptée, contrairement à celles de sa première audience et des vues exprimées alors. Il pria donc l'impératrice, le 23 décembre, de lui parler encore une fois pour essayer de le faire céder. L'impératrice s'y appliqua pendant deux heures.

« Je puis dire à Votre Majesté, racontait-elle à l'impératrice Eugénie, que rien ne m'a donné une plus juste idée de l'enfer que cette conversation, car l'enfer n'est pas autre chose qu'une impasse sans issue (*sic*). Vouloir convaincre quelqu'un et savoir que c'est une pure perte, que c'est comme si on lui parlait grec, parce qu'il voit noir et vous blanc, c'est une œuvre digne d'un réprouvé. Tout glissait sur le nonce comme sur un marbre poli. Enfin il finit par me dire que c'était le clergé qui avait fait l'empire. Un petit moment, lui dis-je, ce n'est pas le clergé, c'est l'empereur le jour où il est venu. Je lui fis toutes les représentations qu'il est possible de faire et sur tous les tons, sérieux, enjoué, grave et presque prophétique, car la conjoncture me semblait devoir entraîner des complications, peut-être même une rupture avec le Saint-Siège, au grand détriment de la religion. Rien ne prit, il secoua mes arguments comme on secoue de la poussière, remit rien à la place, mais parut se complaire dans le néant qu'il créait autour de lui et dans la négation universelle de la lumière. Je lui posai alors l'ultimatum de la lettre de l'empereur et je lui dis en me levant : « Monseigneur, quoi qu'il arrive, je prendrai la liberté de vous rappeler cette conversation, nous ne sommes pas responsables des suites, nous avons tout fait pour éviter ce qui va ce (*sic*) passer ; mais si l'Église ne veut pas nous aider, nous la servirons malgré elle. »

Pleine d'indignation, Charlotte rendit compte à son mari de l'attitude du nonce. Maximilien fut vivement impressionné par la description enflammée de son épouse. Il envoya alors chez le nonce le ministre Escudero, le premier auquel l'envoyé du pape avait fait part de son attitude intransigeante. Le ministre devait lui demander de mettre par écrit tout ce qu'il lui avait déjà dit de vive voix. À l'instant, le nonce le fit et déclara que sa mission avait été de révoquer toutes les lois

qui violaient les droits sacrés de l'Église, de les annuler et de les faire remplacer par de nouvelles lois capables de réparer les torts. La liberté de conscience était une chose impossible, étant contraire aux véritables sentiments du peuple mexicain, peuple catholique. Le clergé détestait l'idée d'être payé par l'État et l'Église, déjà si dépouillée, ne pouvait pas renoncer encore aux droits qui lui restaient.

L'empereur Maximilien fut saisi d'une violente colère. Il avait cru jusqu'à présent être bon catholique, mais ceci dépassait toutes les bornes. Il lui était impossible, comme souverain moderne et libéral, de restreindre dans son empire la liberté de conscience, et impossible aussi d'annuler, sans difficultés et sans révolutions profondes, toutes les lois de réforme et surtout celles concernant les biens de l'Église. Si les choses ne pouvaient pas s'arranger avec la Curie comme il le voulait, eh bien, il serait obligé de la combattre. L'empereur se trompait sur l'influence du clergé, il croyait pouvoir se mesurer avec lui et même se brouiller avec cette puissance, sans en subir les conséquences funestes.

Encore tout à fait sous l'impression des paroles passionnées de l'impératrice, il convoqua le jour suivant un nouveau conseil des ministres, auquel assista également l'impératrice Charlotte. Maximilien y fit longuement l'histoire de toute la question ecclésiastique depuis ses commencements, mentionna ce qu'il avait dit personnellement au pape, ce qu'il lui avait fait dire par son ambassadeur et enfin que, par déférence pour le Saint-Siège, il avait attendu huit mois durant. Maintenant il fallait trouver une solution, car toutes les difficultés dans le pays avaient leur origine dans la question des biens de l'Église. L'empereur fut très éloquent, mais la plupart des personnages présents préféraient des compromis et des mesures moins énergiques. Le président du Conseil Lares et le ministre de la Justice essayèrent de faire changer d'avis le nonce, mais il était clair que là où même l'impératrice avait échoué, les ministres n'obtiendraient rien. Maximilien publia donc, le 27 décembre, le décret qui confirmait la séquestration des biens de l'Église, permettait le libre exercice des cultes et ordonnait la révision des ventes des biens ecclésiastiques, qui n'avaient pas été effectuées légalement.

Maintenant c'était au tour du nonce de se mettre en colère.



Il publia une lettre de protestation très énergique, dans laquelle il se défendait contre le fait que l'Église devint, par de tels décrets, l'esclave du droit public, et critiquait le décret impérial de la façon la plus malveillante (1). Escudero fut d'avis qu'on ne pouvait pas présenter à l'empereur cette « lettre insolente » du nonce, dont presque chaque ligne offensait les formes diplomatiques, et partant il la renvoya. Lorsque, le 7 janvier 1865, l'empereur fit suivre un décret, disant que les bulles et brevets du pape ne pouvaient être publiés et appliqués sans l'exequatur impérial, c'était la brouille complète avec la nonciature et aussi avec la partie riche et influente du clergé du pays, surtout avec tous les hauts dignitaires de l'Église, qui prirent pour la plupart fait et cause contre l'empereur. Un petit nombre seulement resta impartial, beaucoup combattirent le régime impérial ouvertement et de toutes leurs forces. On ne pouvait donc plus s'attendre, de la part du clergé, à une aide ou à un soutien quelconque.

L'état des choses était plus qu'embarrassant. L'impératrice Charlotte, beaucoup moins optimiste que son mari, en souffrit profondément.

« La situation, écrivait l'impératrice Charlotte à l'impératrice Eugénie, est assez tendue, elle l'est grâce au nonce et au clergé autant qu'elle pourra jamais l'être dans ce pays-ci. Il n'y a rien d'inquiétant pour l'avenir, même peut-être vaut-il mieux que l'orage éclate une bonne fois, mais c'est un quart d'heure désagréable à passer. Voilà huit jours que dure cet état de choses, et pour mon goût j'aimerais mieux qu'il fût fini. Les évêques écrivent des pétitions respectueuses, dans la forme. Le nonce des notes inconvenantes, les dames des remontrances filiales, bref toutes les passions sont déchaînées, les journaux extrêmes se prennent aux cheveux, les libéraux avancés crient que c'est l'idée de Juárez qui a vaincu et triomphent méchamment de la déconfiture de leurs adversaires, les conservateurs s'imaginent être des sujets temporels du pape et sont assez bêtes, je demande pardon du mot, pour croire que la religion consiste dans la dîme et dans la faculté de posséder. Derrière toutes les démarches du nonce, qui n'est qu'un mannequin, perce d'une manière assez transparente la

(1) Voir GAULOT, II, p. 36.

figure de Mgr Labastida, dont le mauvais italien m'est assez connu pour le reconnaître à chaque ligne (1). »

Toute la question ecclésiastique était très pénible. Maintenant on payait l'erreur de ne pas l'avoir abordée en Europe. Mais on avait déjà reconnu alors qu'il n'y avait presque pas moyen de la résoudre et qu'elle cachait des dangers qui pouvaient finalement mettre en question toute l'entreprise. C'est pour cela qu'on avait retardé la solution.

L'énergie que l'empereur développait contre le Vatican était contraire aux conseils de Gutierrez, qui, à Paris, se trouvait loin des événements. Sa lettre écrite le 20 décembre (2) arriva trop tard. Il y répondait aux plaintes de l'empereur à propos des défauts du clergé remarqués durant son voyage. Il faudrait, pour réformer le clergé, la réinstitution des séminaires, le rappel des jésuites et une augmentation du nombre des nonnes et sœurs de charité. Toutes les lettres de ce clérical fanatique contenaient finalement de tels conseils. La confiance de l'empereur en cet homme éprouva une vive secousse lorsqu'on arrêta, en 1865, un certain abbé Alleau, qui portait sur lui une brochure qu'il avait rédigée et qui devait exciter le clergé. L'abbé, qui fut ensuite banni, était évidemment un agent secret du clergé, chargé de rendre compte de la situation au Mexique. On trouva sur lui une lettre que Gutierrez lui avait écrite le 13 décembre 1864 et dans laquelle le Mexicain lui exprimait l'espoir pour une bonne réussite de sa mission, dont il avait probablement été chargé par Rome. En outre, on trouva dans ses papiers un écrit disant que l'impératrice se consumait dans un besoin d'activité si inquiet, pour la seule raison qu'elle était malheureuse de ne pas avoir d'enfants. Ceci avait pour cause une maladie que l'archiduc Ferdinand-Maximilien avait contractée auprès d'une femme à Rio de Janeiro, comme amiral de la flotte autrichienne. Cette maladie était bien guérie, mais enlevait pour l'avenir l'espoir d'avoir des enfants. Maximilien exprima formellement le désir de voir ces papiers. Il en fut exaspéré. Naturellement de tels incidents

(1) Impératrice Charlotte à l'impératrice Eugénie, Chapultepec, 9 janvier 1865. De la main de Charlotte, Vienne, Archives de l'État.

(2) Gutierrez à l'empereur Maximilien, 20 décembre 1864. Vienne, Archives de l'État.



n'étaient guère aptes à augmenter sa sympathie pour le clergé.

Par ailleurs la situation était telle qu'on ne pouvait pas compter sur une amélioration des relations. Les juaristes s'agitaient partout, voire même des bandes particulières avaient osé s'aventurer jusqu'aux portes de la capitale, résidence de l'empereur et du maréchal français. Dans le sud, près d'Oajaca, on fut obligé d'organiser une expédition contre des groupements très importants. La situation militaire, en devenant plus mauvaise, ne faisait qu'aggraver les relations tendues entre l'empereur et le maréchal Bazaine. Malgré toutes les bonnes paroles sur le compte de ce dernier, dans les lettres de Charlotte à Eugénie, plusieurs des mesures prises par le maréchal ne faisaient qu'augmenter ce mécontentement. C'est ainsi qu'elle écrivait à l'impératrice Eugénie (1) : « Le maréchal Bazaine est un homme rempli d'esprit, essentiellement bon, loyal et dévoué au pays, d'une vaste capacité militaire. »

Malgré ces capacités, Charlotte s'étonne que certains faits aient pu se produire, par exemple les « promenades dévastatrices » des bandes de Juarez, et elle ajoute : « Je suis portée à croire que comme près des grands, il y a des influences de cour, près des chefs d'armée il y a des influences de quartier général. » Et elle nomme le chef de cabinet du maréchal, le lieutenant-colonel Boyer. « Je n'ai aucun fait positif à l'appui, mais on dit que les femmes devinent ce qu'elles ne savent pas et j'ai la persuasion intime de ce que j'avoue, me confiant dans la bonté de Votre Majesté, car c'est de ma part très osé que de lui parler de pareilles choses, mais comme voilà plusieurs mois que j'arrive de plus en plus à cette conviction, je m'adresse à ce titre de sœur, que l'étiquette m'autorise à vous donner et que mon cœur ratifie, pour vous soumettre cette réflexion tout en vous demandant qu'elle n'aille pas plus loin que l'empereur. »

L'impératrice pensait même que, bien qu'on n'ait aucun grief positif contre cet officier, il serait dans l'intérêt du Mexique et de la France de l'éloigner, « soit par un avancement, soit par une mission ou une position plus élevée... A ne juger que par l'extérieur, c'est le seul officier français dont la figure

(1) Impératrice Charlotte à l'impératrice Eugénie, 27 décembre 1864. De la main de Charlotte, Vienne, Archives de l'État.

ne me revienne pas, tant l'expression a un caractère de rigidité peu bienveillante et d'aigreur habituelle. »

Charlotte se plaignait surtout de ce que le renvoi d'une brigade ordonné par Bazaine et qui avait affaibli le corps expéditionnaire, et mille autres mesures encore, compromettent de nouveau la pacification du pays. Les départements de Michoacan et de Guadalajara étaient de nouveau entre les mains des rebelles et l'inquiétude croissait quand on songeait que les troupes françaises allaient encore être diminuées. Charlotte rendait Boyer indirectement responsable de tout cela par l'influence qu'il exerçait sur le maréchal. C'était une attaque violente contre le collaborateur intime de Bazaine et le premier signe précurseur de la tempête qui devait éclater entre le monarque et le maréchal. Bazaine, en effet, devait bientôt tout apprendre, car, comme Français et comme directeur d'une entreprise si importante, il était naturellement, bien plus pour son empereur que pour Maximilien, un étranger qui devait en outre surtout sauvegarder les intérêts du Mexique. L'impératrice s'intéressait de plus en plus aux affaires. Plus les difficultés augmentaient, plus il devenait évident que Maximilien ne pourrait pas en venir à bout. Comme c'est en général le cas, en de telles occasions, sa femme arrivait de plus en plus au premier plan. Ce fut aussi elle qui conçut la réponse à la lettre de Napoléon du 16 novembre 1864, écrite sur un ton si sérieux. Tandis que les lettres de Maximilien à Napoléon étaient cordiales, amicales et conciliantes à un degré très prononcé, la réponse conçue par l'impératrice laisse transparaître au commencement des signes de mécontentement. Mais pratiquement on cédait en tout à Napoléon.

La lettre (1) débutait ainsi : « En arrivant au Mexique, j'espérais que la régence et l'administration française ayant alors toute autorité auraient non seulement déblayé, mais préparé la voie de façon à me mettre à même de trancher immédiatement les grandes questions de réforme et de réorganisation du pays. Je ne puis que répéter à Votre Majesté ce que Corta aura dû également reconnaître que tout était à

(1) Empereur Maximilien à Napoléon, 27 décembre 1864. Brouillon écrit de la main de Charlotte, Vienne, Archives de l'État. Publiée en partie par OLLIVIER, *Empire libéral*, VII, p. 253.



faire. » Maximilien parle ensuite de la question des biens du clergé, de l'organisation administrative pour laquelle une division nouvelle de l'empire par départements était indispensable et qui est chose faite, de l'organisation judiciaire également achevée et qui n'attend pour être appliquée que le règlement de la question ecclésiastique. Quant à la loi sur le recrutement, dont lui parlait Napoléon, il écrivait : « Pour le moment, loin de pourvoir par une loi de recrutement à l'organisation d'une armée mexicaine, j'ai décrété le licenciement des nombreux corps indisciplinés plus nuisibles qu'utiles qui ruinaient le pays... On rendra par là à l'agriculture des bras si nécessaires et on ne conservera qu'un noyau composé de l'élite des officiers et des soldats volontaires. » Quant à la question financière, mise sur le tapis par Napoléon, l'empereur répondit : « Avant mon arrivée dans le pays, j'avais pu croire que les capitaux mis à ma disposition par l'emprunt mexicain seraient suffisants pour attendre la régularisation des finances de l'empire.

Dès cet instant je perdis cette illusion et, après avoir constaté le manque d'une spécialité mexicaine, je fis appel au dévouement de M. Corta qui abandonna la partie... alors que sa présence devenait de plus en plus nécessaire.

En attendant la venue d'une capacité financière, j'ai cherché à rassembler les renseignements qui manquaient pour former un budget de voies et moyens pour l'exercice prochain ; ce budget... comporte des économies d'au moins dix millions de piastres. »

D'un autre côté, pour assurer l'établissement d'une banque franco-mexicaine, il a envoyé des délégués à Paris, chargés de négocier un nouvel emprunt.

En Sonora l'empereur veut maintenant installer « un gouvernement régulier, sous la protection simultanée des drapeaux français et mexicains » et qui permettra de rétablir les plans de M. Gwyn.

« Plus j'étudie le peuple mexicain (les Mexicains) (1), concluait la lettre, plus j'arrive à la conviction (je crois) qu'il

(1) Le texte entre parenthèses est celui qui est donné par Ollivier, sans indiquer l'origine. Le texte, non entre parenthèses, est celui du brouillon. Vienne, Archives de l'État.

faudra essayer de le rendre heureux sans lui (eux) et peut-être malgré lui (eux). »

Cette lettre était rédigée avec cette réserve qui convenait dans les relations avec Napoléon, étant donnée la nature des faits. Avec son beau-père, Maximilien s'exprimait beaucoup plus librement (1). Il se plaignait spécialement du nonce et de l'ambassadeur de France qu'il ne pouvait supporter. « Le nonce, écrivait-il, est entêté et désagréable. Les instructions de Rome jusque-là connues sont stupides et impossibles, j'espère pourtant toujours trouver un compromis... Avec Bazaine nous sommes couleur de rose, moins... avec l'ambassadeur Montholon, une nature querelleuse et désagréable, qui laisse toujours voir l'ancien consul avec ses intrigues mesquines. »

D'après cela il semble que momentanément les relations avec Bazaine se fussent améliorées, mais cela ne devait pas être de longue durée.

Au milieu de toutes ces luttes énervantes, qu'il avait à soutenir, Maximilien ne trouvait de joie et de consolation que par la fuite dans la nature. Tandis qu'en Europe tout était enseveli sous la neige, au Mexique régnait le plus beau printemps. Chapultepec, comme Cuernavaca, était un véritable paradis. Maximilien trouvait qu'ils réunissaient la beauté de Naples et la paix de Lacroma. Seule la mer, tantôt féroce, tantôt tranquillement austère, lui manquait. Il avait, selon sa parole, la « nostalgie de la mer ». Quand, des terrasses de Chapultepec, que couronnaient des rochers de porphyre, il laissait errer son regard sur la vaste vallée qui s'étendait à ses pieds, il ne pouvait s'arracher à tant de beauté. Au milieu de la vallée, la capitale avec toutes ses coupes et ses tours, dans le lointain les grands lacs et les volcans grandioses, couverts de neige ; et tout ce vaste tableau encadré d'une chaîne de montagnes, teinte de toutes les couleurs, depuis le bleu le plus doux jusqu'au violet foncé se perdant dans l'infini. Avec cela, au pied du rocher, le bocage sacré avec les vieux cyprès de Montezuma, au-dessus duquel s'élevaient les terrasses du château, toutes couvertes de fleurs. Dans un tel entourage

(1) Empereur Maximilien au roi Léopold, Chapultepec, 26 décembre 1864. Original, Vienne, Archives de l'État.



on pouvait un instant oublier les hommes et leurs intrigues, leurs lâchetés et leurs infamies, l'on pouvait rentrer en soi-même, s'abandonner au culte du beau et à la joie qu'il procure.

Mais les nouvelles de la capitale ne tardaient pas à rappeler à l'empereur les misères de la vie de tous les jours. Les libéraux, quoique favorisés par l'empereur, ne lui avaient jamais voulu du bien et les conservateurs étaient tellement frappés par la lutte avec le clergé que l'empereur commença à redouter même les plus modérés. Les libéraux, grâce à la situation créée par le nonce, nourrissaient les préjugés de l'empereur contre le parti conservateur et le clergé, et résolurent d'en tirer profit. Ils firent si bien que Maximilien se priva lui-même de ses généraux les plus capables, Marquez et Miramon, tous deux extrêmement conservateurs et cléricaux. On sut habilement faire accroire à l'empereur qu'il était très dangereux de laisser en ce moment, dans le pays, des généraux très capables mais tout à fait à la remorque du haut clergé, avec lequel lui, l'empereur, était brouillé. C'était surtout Schertzenlechner, ennemi du clergé et dont l'influence allait croissante, qui travaillait dans ce sens. On fit tant et si bien que positivement Maximilien finit par redouter ces deux hommes et se décida à agir énergiquement contre eux et contre tous les conspirateurs, qu'ils fussent généraux ou hauts dignitaires ecclésiastiques, peu importe. Marquez et Miramon furent donc éloignés, l'un chargé par l'empereur d'une mission extraordinaire à Constantinople et aux Lieux Saints, l'autre expédié à Berlin pour y étudier l'artillerie prussienne. C'est ainsi que Maximilien s'était éloigné du parti conservateur, le seul qui l'avait appelé au Mexique sans s'approcher le moins du monde des libéraux.

Maximilien ne tarda pas à instruire Napoléon des mesures prises (1), faisant remarquer que l'empereur verrait probablement bientôt le général Marquez à Paris, « que j'éloigne momentanément de la scène pour le soustraire à la pernicieuse influence du clergé auquel il a toujours été attaché. » Cette lettre ne contenait que des attentions, par exemple la colla-

(1) L'empereur Maximilien à Napoléon III, Chapultepec, 10 janvier 1865. Brouillon de la main de l'impératrice. Vienne, Archives de l'État.

tion de la grande croix avec collier du nouvel ordre, ainsi que l'annonce de l'arrivée prochaine de coquilles d'huîtres à perle, pêchées dans les eaux mexicaines. Il serait heureux de les savoir sur la table de l'empereur, « destinées à recevoir la cendre de ces agréables cigarettes qui disposent si bien au travail et à la méditation ».

En attendant, le couple impérial à Paris était mis au courant de la situation par Bazaine, qui aimait à faire voir tout un peu couleur de rose, et par l'ambassadeur Montholon, qui faisait des rapports moins agréables, mais d'autant plus vrais, sur l'état des choses au Mexique. Montholon avait spécialement signalé que le ministre des Affaires étrangères Ramirez, et le chef du cabinet impérial Eloin, d'origine belge, étaient des ennemis de la France. Lorsque Hidalgo en prévint Maximilien (1), celui-ci écrivit en marge que Montholon était un « vieux bavard » dépourvu de tact, car Ramirez et Eloin s'entendaient à merveille avec le maréchal Bazaine. En outre, Montholon avait jugé défavorablement la situation au Mexique et prétendu que le plus grand désordre régnait dans l'administration, qu'ordres et contre-ordres se succédaient sans intervalles et que tout le monde ne s'occupait que de détails. Napoléon naturellement se fiait plutôt à Bazaine dont les rapports favorables lui faisaient juger la situation beaucoup plus tranquille qu'elle ne l'était. Il s'était plongé de nouveau dans l'histoire et s'y abandonnait entièrement depuis quelque temps ; par la façon de présenter la vie de Jules César, il se proposait de faire indirectement l'apologie de sa propre vie ; le sort l'avait, lui aussi, après maintes entraves, conduit au trône.

Napoléon n'était point d'accord sur le règlement de la situation financière du Mexique. En effet, avec l'appui du nouvel empereur, il s'était bien attendu à un prompt remboursement de toutes les dépenses, mais à présent tout au contraire les campagnes de Bazaine, qui toujours redevaient nécessaires, ainsi que toute l'organisation de l'empire, absorbaient de telles sommes qu'on ne pouvait, avant longtemps, compter sur des paiements de la part du Mexique. Le chargé d'affaires de France au Mexique recevait instructions sur

(1) Hidalgo à l'empereur Maximilien, 19 novembre 1864. Vienne, Archives de l'État.